

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection des
populations des Alpes-Maritimes
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société SONITHERM
33, boulevard de l'Ariane - Nice

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

N° 181

- VU** le livre I, titre VII, du code de l'environnement, notamment l'article L.171.8 ;
- VU** le livre V, titre I, du code de l'environnement, en particulier les articles L. 511-1 et L. 512-1 ;
- VU** les arrêtés préfectoraux qui réglementent l'exploitation par la société SONITHERM, d'une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés 33, boulevard de l'Ariane à Nice, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13804 du 4 juillet 2011 ;
- VU** le courrier du 29 août 2013 de la société SONITHERM adressé à l'inspection des installations classées auquel est annexé le rapport établi à la suite de l'incident survenu au sein de l'usine d'incinération le 20 juin 2013 ;
- VU** les rapports de l'inspection des installations classées en date du 2 octobre 2013 et du 11 octobre 2013 ;
- VU** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 11 octobre 2013 adressé à la société SONITHERM en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT les dispositions de l'article L. 512-1 susvisé qui stipule que « *sont soumises à autorisation préfectorale les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1* » et que « *l'autorisation ne peut être accordée que si ces dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral* » ;

CONSIDERANT que la prescription édictée au chapitre 7-1, 1^{er} alinéa, de l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011 constitue une des mesures requises en application de l'article L. 512-1 précité et que la société SONITHERM, exploitante de l'usine, est tenue de respecter ces mesures ;

CONSIDERANT l'incident survenu au sein des installations de l'usine le 20 juin 2013 à 18h23 qui a occasionné un rejet de poussières, composée de substances chimiques polluantes, dans l'atmosphère, à l'extérieur des limites de l'usine ;

CONSIDERANT que ce rejet de poussières a incommodé le voisinage proche de l'usine et qu'il est donc à l'origine d'inconvénients vis à vis des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1 :

La société SONITHERM dont le siège social est situé 33, boulevard de l'Ariane – 06300 Nice, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située à la même adresse, de se conformer aux dispositions rappelées ci-après de l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011.

Chapitre 7-1

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées. »

Article 2 – Délai de régularisation :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011 reprises à l'article 1^{er} ci-dessus, doivent être satisfaites au plus tard **dans un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.

Article 3 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions susvisées dans les délais impartis, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'environnement.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à la société SONITHERM,
- à M. Le député maire de Nice,
- au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

20 NOV. 2013

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DTION-G 3393



Gérard GAVORY